

**Conseil économique et social**

Distr. générale
5 avril 1999
Français
Original: anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance**Conseil d'administration**

Session annuelle de 1999

7-11 juin 1999

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Programme de coopération en faveur des enfants
et des femmes dans la perspective des droits de l'homme***Résumé*

Le présent rapport rend compte des progrès accomplis par l'UNICEF dans l'application de la décision 1991/9 du Conseil d'administration (E/ICEF/1991/15) sur la Convention relative aux droits de l'enfant. Il examine un certain nombre d'initiatives récentes et montre comment les bureaux extérieurs de l'UNICEF appliquent les principes des droits de l'homme aux programmes de coopération avec les partenaires nationaux en vue de promouvoir l'exercice des droits des enfants et des femmes, dans le cadre des activités de réforme du système des Nations Unies.

Le rapport montre comment l'UNICEF, en s'employant à s'acquitter de son mandat et sa mission et à appuyer les activités nationales de mise en oeuvre des programmes, prend systématiquement pour cadre de référence les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Il présente les enseignements tirés au niveau des pays et décrit la façon dont les programmes visant à obtenir de meilleurs résultats en matière de survie, de développement, de protection et de participation des enfants se trouvent renforcés par ce cadre de référence.

Le rapport montre aussi que les principes qui président à une programmation rationnelle – évaluation et analyse de la situation des enfants, utilisation de données ventilées pour identifier et combler les disparités, approches fondées sur la participation, création de partenariats et renforcement des capacités d'intervention des collectivités – sont les éléments indispensables de toute programmation dans l'optique des droits de l'homme. Il examine comment les principes d'équité et de non-discrimination peuvent servir à appréhender les

* E/ICEF/1999/8.

facteurs tant structurels qu'immédiats qui influent sur la réalisation des droits des enfants et des femmes. Il souligne aussi l'importance de l'obligation redditionnelle à l'égard des enfants, tant au niveau politique qu'aux niveaux des institutions et des collectivités, et met en lumière le caractère intersectoriel et convergent de l'action menée par l'UNICEF en faveur du développement physique, émotionnel et intellectuel des enfants. Enfin, le rapport évoque certaines des tâches qui s'imposent en ce qui concerne le renforcement des capacités et connaissances organisationnelles nécessaires à des programmes de coopération conçus sous l'angle du respect des droits de l'homme.

Table des matières

	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	4
II. Le mandat et la mission de l'UNICEF dans l'optique du respect des droits de l'homme	7–12	5
III. La programmation fondée sur le respect des droits de l'homme	13–50	6
A. Combattre la discrimination et créer des conditions propices à l'exercice universel des droits de l'homme	17–23	6
B. Assurer une plus grande convergence des approches de développement	24–28	8
C. Renforcer le processus d'élaboration de programmes	29–43	9
D. Élaboration d'indicateurs du respect des droits de l'homme et activités de suivi	44–46	12
E. Renforcement des capacités et des connaissances institutionnelles	47–50	13
IV. Conclusion	51–52	14

«Nous, peuples des Nations Unies, résolus ... à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, ... avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.» (Charte des Nations Unies)

Les buts des Nations Unies sont les suivants : «... réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux ..., en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion». (Charte des Nations Unies)

«Tous les individus et tous les organes de la société ... s'efforcent ... de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelle et effective ... parmi les populations des États Membres eux-mêmes.» (Déclaration universelle des droits de l'homme)

«La promotion des droits de l'homme doit être intégrée à tous les principaux programmes et activités des Nations Unies,» (Communiqué de presse SG/SM/6284/Rev.2, GA/9282/Rev.2, 17 juillet 1998 : Présentant ses propositions de réforme à l'Assemblée générale, le Secrétaire général s'engage à mener une «révolution silencieuse» à l'ONU).

I. Introduction

1. Les profonds changements politiques qui sont intervenus dans le monde au cours des 10 dernières années et l'application de mesures de réforme au sein du système des Nations Unies ont jeté une lumière nouvelle sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les valeurs et les objectifs essentiels du système des Nations Unies s'inspirent de ces deux documents, qui gardent aujourd'hui toute leur actualité.

2. Le message qui se dégage tant de la Charte des Nations Unies que de la Déclaration universelle des droits de l'homme est que la justice, l'égalité, la paix, la sécurité, la participation de chacun et l'amélioration continue de la qualité de la vie de tous constituent autant d'aspirations humaines indissociables. Ce sont ces mêmes aspirations qui ont façonné l'ensemble des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ayant force obligatoire, qui s'expriment dans les objectifs de développement définis par diverses conférences mondiales, notamment dans les années 90, et qui restent au centre de l'activité du système des Nations Unies à la veille de ce nouveau siècle. De concert avec d'autres membres de la famille des Nations Unies, et dans le contexte des réformes en cours, l'UNICEF continue de rechercher les moyens de faire en sorte que ses activités de plaidoyer et de coopération contribuent plus efficacement à la réalisation des droits de l'homme.

3. L'entrée en vigueur, il y a 10 ans, de la Convention relative aux droits de l'enfant a donné un nouvel élan au mandat initialement imparti à l'UNICEF. Dans sa résolution 1391 (XIV) du 20 novembre 1959, l'Assemblée générale affirmait que «l'assistance fournie par l'intermédiaire [de l'UNICEF] constitue un moyen pratique de coopération internationale permettant d'aider les pays à réaliser les fins de la Déclaration des droits de l'enfant». En 1991, le rapport présenté au Conseil d'administration sur le rôle de l'UNICEF dans l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant soulignait que celle-ci «fournit [à l'UNICEF] et à d'autres organismes opérationnels de la famille des Nations Unies une nouvelle occasion de montrer comment les principes des droits de l'homme peuvent devenir partie intégrante du travail quotidien des organismes de développement» (E/ICEF/1991/L.7, par. 58).

4. La réaffirmation par le Secrétaire général, en juillet 1997, du principe énoncé dans les documents fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel les droits de l'homme et le développement humain sont des notions indissociables, et font l'une comme l'autre partie intégrante de la mission des organismes des Nations Unies, a aidé à

définir le contexte dans lequel sont actuellement élaborés les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Les directives relatives au plan-cadre et au bilan commun de pays soulignent le rôle que doivent jouer les organismes participants à l'appui de la réalisation au niveau national de divers objectifs de développement, conformément au mandat des Nations Unies en matière de droits de l'homme et aux normes internationales applicables. Au cours de ces derniers mois, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale ont publié l'un et l'autre des documents de politique générale sur le développement et les droits de l'homme¹.

5. À l'approche du nouveau millénaire, les partenaires du développement ont entrepris d'examiner plus à fond les moyens pratiques d'assurer la réalisation progressive et durable des droits de l'homme, y compris des enfants. Les débats en cours sur le rôle et les obligations des gouvernements, la contribution stratégique de la coopération internationale, l'importance d'une société civile et d'organisations locales dynamiques, les liens entre la paix, la sécurité et la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain, l'égalité entre les sexes, la confirmation que les enfants sont titulaires de droits et les liens entre la condition des femmes et le progrès de l'ensemble de l'humanité trouvent tous leur source dans les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

6. Les organismes de développement tel l'UNICEF sont de plus en plus souvent invités à aider les partenaires nationaux à trouver les moyens de mobiliser les ressources, de mettre en place les mécanismes et de renforcer les capacités qui leur permettent de s'acquitter durablement des obligations qui leur incombent en vertu des traités. Il faut à cette fin tisser des liens solides entre justice et primauté du droit, élaborer des règles d'ordre public, assurer une allocation équitable des ressources destinées à répondre aux besoins humains essentiels et favoriser les processus sociaux et économiques qui encouragent les initiatives familiales et locales. Les partenaires du développement qui oeuvrent dans l'optique des droits de l'homme doivent aussi accorder une attention accrue aux activités qui permettent aux femmes et aux enfants, et en particulier aux adolescents, de contribuer pleinement à façonner leurs sphères d'activité privée et publique.

¹ «Intégrer les droits de l'homme au développement humain durable», document de politique générale du PNUD, 1998; «Développement et droits de l'homme : le rôle de la Banque mondiale», Banque mondiale, 1998.

II. Le mandat et la mission de l'UNICEF dans l'optique du respect des droits de l'homme

7. Un consensus quasi universel a présidé à l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant et, dans une large mesure, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Si l'on y joint les déclarations adoptées à l'issue des récentes conférences mondiales, on constate que, de l'avis général, l'exercice des droits des enfants et des femmes est une des conditions essentielles d'un développement humain durable. Les États acceptent désormais dans leur grande majorité des formes juridiquement contraignantes d'obligations redditionnelle à l'égard de toutes celles et tous ceux qui relèvent de leur juridiction, y compris les enfants et les femmes.

8. En tant qu'organisme international de développement dont le mandat et la mission consistent explicitement à plaider en faveur de la protection des droits des enfants, à satisfaire leurs besoins essentiels et à promouvoir l'égalité de droits des femmes et des jeunes filles, l'UNICEF s'emploie, depuis l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant en 1990, à définir et à promouvoir les moyens de traduire les principes énoncés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en actions concrètes en faveur des enfants et des femmes. Ayant d'abord perçu la Convention relative aux droits de l'enfant avant tout comme une base de plaidoyer à l'échelle mondiale, l'UNICEF s'est ensuite mis à envisager cette convention et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes comme des cadres de référence normatifs pour élaborer et mettre en oeuvre des programmes de coopération avec les partenaires nationaux. Les deux conventions fournissent la base d'un dialogue de fond sur les politiques en faveur des enfants et des femmes avec les gouvernements et les autres partenaires du développement, en permettant de mieux comprendre les facteurs qui influent sur l'exercice des droits des enfants et des femmes ainsi que les mesures prioritaires qui doivent être prises dans chaque pays pour promouvoir ces droits. Les objectifs et les principes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ont pris une place d'autant plus importante dans les programmes de coopération de l'UNICEF qu'ont été mieux compris les liens qui existent entre la condition des femmes et la réalisation d'objectifs majeurs du développement tels que la réduction de la pauvreté, la survie des enfants, l'élimination de la malnutrition, la réduction de la mortalité maternelle et l'éducation pour tous.

9. La ferme résolution de nombreux gouvernements de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de ces deux conventions a encouragé l'UNICEF dans cette voie. Les demandes de conseils et d'assistance reçues de partenaires nationaux soucieux de remplir leurs obligations à l'égard des enfants et des femmes ont incité l'UNICEF à suivre attentivement les travaux et les conclusions du Comité des droits de l'enfant et, plus récemment, les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Par son assistance aux programmes de pays, l'UNICEF répond à ces demandes dans le cadre du descriptif de sa mission, adopté par le Conseil d'administration en 1996, et du rôle qui lui est assigné dans l'article 45 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les bureaux de l'UNICEF s'emploient d'une manière de plus en plus systématique, en collaboration avec les partenaires nationaux, à définir des approches expressément fondées sur le respect des droits de l'homme concernant des problèmes complexes qui entravent l'exercice de ces droits, tels que la mortalité maternelle, le VIH/sida, le travail des enfants, la malnutrition et l'accès des filles à l'éducation, et à s'inspirer de ces approches dans leur action commune.

10. Assurer le respect des droits des enfants en cas de conflit armé est également devenu un des soucis majeurs des pays des différentes régions du monde. La Convention relative aux droits de l'enfant fait expressément référence, dans son article 38, au droit humanitaire et fournit ainsi les bases d'une approche intégrée à la programmation dans les situations d'instabilité. La Convention ne tolère aucune dérogation en cas de situations d'urgence et souligne que l'accès de tous les enfants à une protection et à des services de base reste un impératif en toutes circonstances. L'UNICEF s'inspire du droit humanitaire international pour orienter son action et ses partenariats en faveur des femmes et des enfants déplacés lors de conflits armés.

11. En 1998, après avoir mené des consultations intensives et soigneusement évalué diverses initiatives de programmation, le Directeur général a publié une première série de directives destinées aux bureaux extérieurs concernant la programmation fondée sur le respect des droits de l'homme (CF/EXD/1998/04). Ce document fournit au personnel un aperçu des principes essentiels communs à la plupart des instruments relatifs aux droits de l'homme. Il souligne l'importance des deux conventions au regard de l'action menée par l'UNICEF et indique comment les diverses étapes du processus de programmation doivent s'appuyer sur les principes des droits de l'homme dans le contexte du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des politiques nationales. Ces vues sont reprises dans le plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (E/ICEF/1998/13 et Corr. 1).

12. D'autres initiatives récentes de l'UNICEF font également ressortir le lien indissoluble entre la défense des droits des enfants et des femmes et la réalisation, d'une manière progressive et durable, des objectifs du développement humain. Ce lien est particulièrement évident lorsqu'on examine les raisons de la lenteur relative des progrès accomplis dans la réalisation de certains objectifs plus complexes fixés pour l'an 2000 par le Sommet mondial pour les enfants. Certains aspects se rattachant non seulement aux politiques et programmes nationaux mais aussi à des facteurs culturels et économiques ainsi qu'à d'autres phénomènes sociétaux sont de plus en plus souvent perçus comme des éléments influant sur la survie, la protection, le développement et la participation des enfants et devraient, par conséquent, être abordés ouvertement.

III. La programmation fondée sur le respect des droits de l'homme

13. Les instruments relatifs aux droits de l'homme ont en commun un certain nombre de principes de base. Pour l'UNICEF, ces principes servent de plus en plus de «règles du jeu» pour aborder les problèmes de développement du point de vue des droits de l'homme, en même temps que de guide lui permettant d'améliorer sa programmation. Ils fournissent en outre une base d'échange de vues avec les partenaires concernant les objectifs généraux et les stratégies spécifiques des activités de développement.

14. L'adoption d'une approche du développement fondée sur les droits ne nécessite pas forcément une révision radicale des buts et objectifs du développement. Nombreux sont les programmes de développement renommés, notamment ceux qui visent à assurer un accès universel aux services de base, qui se conforment pour l'essentiel aux principes des droits de l'homme et se sont souvent employés efficacement, sinon expressément, à les promouvoir. Cependant, certaines réorientations stratégiques seront nécessaires pour que les programmes de coopération reflètent pleinement cette approche; elles sont déjà en cours dans de nombreux cas. Il s'agit de revoir les stratégies des programmes de manière à ce qu'elles accordent une place prépondérante à la participation des populations pauvres, à l'équité et à l'universalité; au renforcement de la capacité des communautés et des familles d'agir concrètement pour améliorer les conditions de santé, d'éducation et autres; et à l'utilisation d'un ensemble d'indicateurs pour évaluer les progrès qui rendent le mieux compte des facteurs sociétaux qui influent sur la réalisation des droits de l'homme. Il faut aussi faire une plus large place aux interventions en faveur des droits, concernant notamment la

protection des enfants et leur droit de l'exprimer que les politiques de développement ont eu tendance à négliger jusqu'ici. Les principes examinés ci-après ne sont donc pas particuliers à une conception du développement fondée sur les droits, mais deviennent des éléments indispensables à toute programmation s'appuyant sur cette démarche.

15. Les objectifs nationaux et mondiaux du développement en faveur de la survie des enfants, d'une meilleure santé maternelle et infantile, de l'accès de chaque enfant à une éducation de base de qualité, de l'accès universel à l'eau potable et des systèmes sanitaires d'évacuation des excréments, ainsi que, plus généralement, la lutte contre la pauvreté, ont tous un fondement normatif. Ils trouvent leurs racines communes dans le principe selon lequel tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. De ce fait, toutes les personnes ont droit à un niveau de vie suffisant et aux services de base qui leur permettent de vivre dans la dignité, de satisfaire leurs besoins essentiels, de réaliser pleinement leurs possibilités et de contribuer à façonner les processus qui influent sur la qualité de leur vie quotidienne.

16. Dans l'optique des droits de l'homme, et selon les principes essentiels de la Convention relative aux droits de l'enfant, les objectifs et programmes de développement en faveur des enfants doivent viser à :

a) Assurer que tous les enfants, garçons comme filles, puissent survivre et être élevés et protégés dans leur foyer et dans leur communauté de manière à ce qu'ils soient en mesure de croître et d'apprendre;

b) Assurer qu'ils aient un accès équitable aux meilleurs services de base possibles et au plus large éventail de possibilités, y compris d'éducation, de participation et d'autoexpression; et

c) Leur permettre ainsi de construire pour eux-mêmes et pour leur société un avenir meilleur.

A. Combattre la discrimination et créer des conditions propices à l'exercice universel des droits de l'homme

17. L'universalité des droits, qui est peut-être le principe le plus fondamental des droits de l'homme, exige que l'on veille à ce que les droits consacrés par les conventions soient également exercés par tous les enfants et par toutes les femmes. Les programmes de développement doivent donc s'attaquer à la fois aux effets et aux causes de l'exclusion et du déni des droits touchant certains groupes ou individus, y

compris des processus qui perpétuent diverses formes d'inégalité, de discrimination et d'exploitation. Par voie de conséquence, il faut non seulement accroître la couverture des services de base, mais aussi identifier les groupes et les individus qui n'y ont pas encore accès, définir les raisons de cette exclusion et adopter des mesures concrètes en conséquence, en concertation avec ceux qui demeurent exclus. Par ailleurs, l'universalité des droits exige que l'on se penche sur la situation des enfants de tous âges, l'enfant étant défini, aux termes de la Convention relative aux droits de l'enfant, comme tout être humain âgé de moins de 18 ans.

18. Le principe de «l'intérêt supérieur de l'enfant», consacré par la Convention, signifie que, «dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale» (art. 3). Ce principe est à la base d'une approche au développement axée sur l'enfant. Il fait ressortir la nécessité d'être à l'écoute des enfants ainsi que leur droit d'être informés et d'être pris au sérieux. Dans les domaines qui ne sont pas expressément abordés dans la Convention, ce principe de «l'intérêt supérieur de l'enfant» fournit aussi aux États un critère leur permettant d'établir dans quelle mesure leurs lois et leurs pratiques administratives opèrent en faveur des enfants. Il a du reste été opportunément invoqué pour faire valoir, par exemple, l'obligation de préserver les services de base au profit des enfants et des femmes durant les périodes d'austérité économique ou de crise politique, ou dans les situations d'urgence. De plus, ce principe se rattache directement à des questions d'intérêt local tel que l'emplacement d'un nouveau point d'eau ou l'établissement d'un emploi du temps scolaire.

19. Ce principe, joint à d'autres, détermine également la nature de l'interaction de l'UNICEF avec les approches sectorielles et les programmes d'investissement. Une approche au développement fondée sur le respect des droits de l'homme suppose que des facteurs tels que l'inclusion sociale, la participation des collectivités et des individus, la qualité des services, le caractère durable et la répartition équitable des résultats obtenus soient dûment pris en compte lors de la définition des objectifs sectoriels et servent de critère pour évaluer les résultats des réformes entreprises. Par exemple, dans le cadre d'une réforme du secteur de l'enseignement, il importera non seulement d'accroître le taux global de scolarisation et d'améliorer les résultats scolaires, mais aussi de veiller à ce que les écoles soient des lieux d'apprentissage sûrs, motivants et réceptifs et qu'elles offrent un accès plus équitable aux filles et aux enfants qui travaillent ou qui sont orphelins ou handicapés. Une réforme du système de

santé veillera à assurer que les femmes de familles pauvres aient accès, de manière aisée et dans la dignité, aux services propres à assurer que leur grossesse et leur accouchement se déroulent en toute sécurité, tout en s'intéressant aux questions touchant à la participation et à la responsabilité de la prestation de ces services. Certains bureaux de l'UNICEF, notamment au Bangladesh, au Ghana et en Zambie, aident les gouvernements à intégrer des éléments de cette nature aux réformes touchant le secteur social et à la prestation des services de base.

20. L'évolution des perspectives fondées sur les droits de l'homme a également aidé l'UNICEF, au cours de ces dernières années, à réorienter sa démarche à l'égard des enfants nécessitant une protection spéciale. Cette nouvelle approche a été présentée au Conseil d'administration en 1996, dans un rapport sur les politiques et les stratégies de l'UNICEF concernant la protection des enfants (E/ICEF/1996/14). Les programmes, élaborés dans l'optique des droits de l'homme, qui s'adressent aux enfants les plus défavorisés partent du principe que les sociétés ont l'obligation d'assurer que ceux-ci bénéficient de la même protection et des mêmes services que tous les autres enfants, et que ce souci doit se refléter dans les politiques, les pratiques administratives et les dépenses du secteur public. Cela recouvre notamment le droit à des soins de santé, à une éducation de base, à un environnement non violent et à la protection d'une communauté soucieuse du bien-être des enfants.

21. Cette approche correspond à une évolution d'ordre plus général : les enfants les plus défavorisés ne sont plus aujourd'hui considérés comme cibles de l'action caritative, mais comme les titulaires de droits qu'il importe de faire valoir. Ces enfants étaient souvent perçus naguère comme des problèmes pour la société et non pas comme des victimes du manquement de cette même société à ses obligations à l'égard de tous ses enfants. L'UNICEF encourage les gouvernements et autres partenaires à prendre des mesures prioritaires destinées à répondre aux besoins immédiats des enfants nécessitant une protection spéciale, tout en s'employant à remédier aux problèmes systémiques qui les empêchent d'avoir accès aux soins de santé et à l'enseignement et qui risquent, en les éloignant de leur famille et de l'école, de les précipiter vers des activités dangereuses ou illégales.

22. La programmation fondée sur le respect des droits de l'homme exige également des indicateurs quantitatifs et qualitatifs plus précis qui permettent de définir de nouveaux domaines d'intervention et de mieux mettre en lumière les attitudes et les pratiques, les mécanismes de participation et les différentes formes d'inégalité. Divers bureaux de pays et bureaux régionaux de l'UNICEF ont entrepris de mettre en place des bases de données sur les droits de l'enfant et, dans

la région de l'Amérique latine et Caraïbes, produisent, en collaboration avec des partenaires, des bulletins d'indicateurs sociaux dans lesquels sont examinées les questions d'équité et d'accès aux services de base. Plusieurs analyses de situation effectuées récemment, notamment en Inde, dans la République islamique d'Iran et en Afrique du Sud, ont consacré une attention particulière aux inégalités dont sont victimes les enfants et les femmes et à leurs causes.

23. La ventilation des données, par exemple par sexe, par type de ménage ou par région géographique, facilite l'évaluation de la situation des enfants et des femmes et permet de mieux percevoir les facteurs qui favorisent ou qui entravent l'exercice de leurs droits. De nombreux pays s'efforcent de recueillir des données de base ventilées, notamment par le biais d'enquêtes nationales sur les ménages. En Afrique orientale et australe, et dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, l'UNICEF s'efforce d'inscrire dans une base de données régionale «Child Info» des indicateurs essentiels de développement ventilés, autant que possible, jusqu'au niveau du district. Le projet TransMONEE, système mis en place au Centre international pour le développement de l'enfant qui permet de suivre l'évolution de la situation sociale dans les pays en transition, fournit un autre exemple d'analyse de données régionales ventilées. Les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, qui permettent d'évaluer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs fixés en faveur des enfants et du développement, sont également un instrument clef propre à favoriser l'analyse des disparités comme des résultats d'ensemble obtenus au niveau national et à contribuer à ce que les stratégies des programmes de pays répondent plus directement aux besoins des enfants particulièrement défavorisés.

B. Assurer une plus grande convergence des approches de développement

24. Le caractère interdépendant, indissociable et complémentaire des droits est un autre principe directeur qui revêt une importance dans l'élaboration des programmes. La Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes montrent la nature intégrée et indissociable des droits civils, politiques, culturels, sociaux et économiques. S'il est vrai que ces conventions n'établissent pas de hiérarchie entre les droits, il n'en demeure pas moins que les programmes de développement visant à promouvoir leur exercice doivent définir les domaines prioritaires où des mesures immédiates sont nécessaires. Les objectifs à moyen terme peuvent contribuer à donner corps aux interventions

jugées prioritaires dans le contexte national. Toutefois, pour établir un ordre de priorité, il faudrait au préalable procéder à une évaluation globale de la situation des droits des enfants et des femmes, examiner les domaines qui posent les plus grandes menaces immédiates ou qui offrent des possibilités pour l'exercice de ces droits, analyser les causes des tendances actuelles et comprendre les raisons pour lesquelles les activités de développement ont pu ou non contribuer aux progrès. Étant donné que l'exercice intégral et continu des droits de l'homme nécessitera dans bien des cas des changements profonds, notamment des structures institutionnelles, des dispositions juridiques, de l'accès aux ressources et des attitudes et pratiques sociales, les partenaires de développement devraient, en adoptant les stratégies et mesures prioritaires à court terme, se représenter clairement les moyens permettant de promouvoir et de réaliser effectivement cette transformation sociale à long terme.

25. On comprend de mieux en mieux les liens existant entre les droits des enfants et ceux des femmes. On s'accorde généralement à reconnaître par exemple que la condition et l'éducation des femmes et des filles figurent parmi les facteurs déterminants qui contribuent à réduire les taux de mortalité infantile et à améliorer la santé, la nutrition et l'éducation des enfants. La condition, le rôle et le bien-être des femmes sont des éléments essentiels du développement humain et de l'exercice par les enfants de leurs droits fondamentaux. La persistance de graves inégalités dans les relations entre les sexes et de grandes disparités entre hommes et femmes dans les domaines social, économique, politique et civique non seulement contribue à priver les filles et les femmes de leurs droits fondamentaux mais aussi tend à réduire les capacités humaines et menace la cohésion sociale. Parallèlement, les progrès accomplis en matière de respect des droits des enfants, y compris les mesures concrètes visant à promouvoir les droits des filles, peuvent considérablement contribuer à mettre un terme à la discrimination à l'égard des femmes qui se perpétue d'une génération à l'autre. Les stratégies de développement et les pratiques doivent pleinement traduire l'importance de ces liens. Du point de vue des droits, il importe que les stratégies, y compris celles des partenaires du système des Nations Unies, permettent de conjuguer les efforts en faveur de l'exercice des droits des enfants et des femmes.

26. L'approche du développement fondé sur les droits a également renforcé l'intérêt que l'UNICEF attache aux questions liées au bien-être de l'enfant en tant que personne dont les capacités se développent et dont les besoins sont à la fois d'ordre physique, sentimental et intellectuel. Cette conception a déjà été présentée dans le document directif de 1984 sur le développement du jeune enfant

(E/ICEF/1984/L.1), qui faisait ressortir l'importance des stratégies qui portent sur toutes les questions liées à l'enfant et créent la synergie entre les activités multiples nécessaires pour assurer la survie, la croissance, le développement et la protection des jeunes enfants. Les liens étroits entre ces facteurs et la santé et le bien-être de la mère ainsi que la reconnaissance des responsabilités des hommes et des femmes dans l'entretien, la protection et l'éducation de l'enfant sont à présent mis en évidence dans le contexte de l'approche fondée sur les droits. On reconnaît de plus en plus que les besoins des enfants changent à mesure qu'ils grandissent, et qu'il faut faire preuve de cohérence dans les interventions visant les enfants à différents âges, notamment pendant l'adolescence.

27. Pour assurer une plus grande convergence des méthodes de développement à l'intention des enfants, il faudrait également comprendre les rôles et les obligations des divers protagonistes de la société eu égard aux droits des enfants. Une analyse de la famille peut mettre en évidence les difficultés pratiques qu'éprouvent les parents, les prestataires de soins et les associations bénévoles locales à contribuer à l'exercice des droits des enfants, notamment, dans de nombreux cas, le manque d'accès aux services, à l'information et aux ressources économiques. Cette analyse peut également permettre de mieux comprendre dans quelle mesure les institutions publiques telles que les écoles, les services de santé, les conseils municipaux et les services de vulgarisation honorent effectivement leurs obligations à l'égard des familles et des enfants ainsi que les difficultés auxquelles elles se heurtent. En outre, l'analyse peut susciter une prise de conscience accrue du rôle que jouent les organismes nationaux pour ce qui est d'instaurer un environnement juridique, politique et réglementaire propice à l'exercice des droits et d'engager les ressources nécessaires à la réalisation d'objectifs de développement concrets. Elle peut également orienter la coopération internationale en appui aux obligations nationales et permettre à un plus large public de reconnaître qu'il faut donner aux familles et aux communautés les moyens d'effectuer leur propre analyse des questions touchant les droits des enfants et de prendre des mesures en conséquence.

28. Dans toutes les parties du monde, le droit coutumier, les pratiques sociales et les valeurs culturelles influent considérablement sur la manière dont les enfants et les femmes exercent leurs droits. Les partenaires de développement doivent comprendre ces facteurs avant d'élaborer des programmes et étudier, en étroite collaboration avec les organisations nationales et locales, les pratiques qui pourraient être préjudiciables aux femmes et aux enfants ou constituer des forces à exploiter. Les méthodes de lutte contre les mutilations sexuelles féminines par exemple doivent allier

des mesures législatives à des stratégies de sensibilisation, de communication et autres pour engendrer des changements d'attitudes et de pratiques. Comme on l'a vu au Sénégal, un mouvement social en faveur de la promulgation et de l'application d'une législation visant à protéger les droits peut ainsi se créer. Dans le cas du VIH/sida, les traditions telles que les soins fournis aux orphelins par la famille élargie doivent être reconnues comme un véritable service social même s'il faut apporter un appui extérieur aux communautés et aux familles pour les aider à supporter le fardeau. Les approches constructives et engagées face aux valeurs culturelles revêtent donc une importance cruciale pour l'exercice des droits de l'homme.

C. Renforcer le processus d'élaboration de programmes

29. L'évaluation, l'analyse et la recherche de mesures propres à produire des résultats durables exigent des processus participatifs qui engagent les familles, les notables et les enfants. L'approche axée sur les droits exige que l'UNICEF et les partenaires appuient les pauvres en en faisant les principaux agents de leur propre développement. Cela suppose notamment des programmes qui établissent et appuient les consultations et l'interaction entre les familles, les communautés, les prestataires de services du secteur public et les décideurs. La participation accrue et équitable des enfants, notamment la possibilité de s'exprimer dans le cadre scolaire ou lors de procédures judiciaires en fonction de leur âge et de leur capacité, devient ainsi à la fois une stratégie essentielle du développement, comme cela a été largement reconnu dans le passé, et un résultat escompté en soi. L'approche fondée sur les droits suppose donc que des efforts particuliers soient accomplis en vue de renforcer les processus participatifs dans la société et dans les programmes de développement en créant des conditions et des possibilités d'évolution.

30. Les partenariats avec les collectivités locales suscitent des méthodes dynamiques de programmation participative dans des pays tels que le Bénin, la Colombie, la Géorgie, la République islamique d'Iran, la Jamaïque, la Mauritanie, le Mexique, le Nigéria et l'Ouganda. Le recours à un cadre fondé sur les droits dans ces pays et dans bien d'autres a permis d'avoir une conception plus large des questions touchant les enfants et de parvenir à un consensus quant aux mesures nécessaires à divers niveaux de la société, en tirant parti, dans certains cas, de plans d'action élaborés à la suite du Sommet mondial pour les enfants. Dans le cadre de la décentralisation de l'exécution des programmes, les maires

et les conseils municipaux et régionaux se sont également mobilisés en faveur de la promotion des droits des enfants, notamment au Brésil, en Croatie, en Inde, en Malaisie, en Mauritanie, au Nicaragua, au Pérou, en Pologne, en Roumanie et en Afrique du Sud. L'ampleur prise par les mouvements locaux en faveur des enfants, notamment aux Philippines, est un autre exemple d'approches qui peuvent favoriser une plus grande reconnaissance des droits de l'enfant dans des institutions telles que les écoles et les services de santé et dans l'administration locale.

31. Par ailleurs, les thèmes sur lesquels portent les analyses de la situation des femmes et des enfants appuyées par l'UNICEF ont changé, les pays s'étant employés à rechercher les causes des facteurs qui influent sur les droits des enfants. La méthode d'analyse utilisée par de nombreux pays dans les années 90 se fondait sur le cadre conceptuel contenu dans la stratégie de l'UNICEF en matière de nutrition adoptée par le Conseil d'administration en 1990 (décision 1990/19, E/ICEF/1990/13). Une réorientation a permis la mise en place d'un cadre plus ouvertement fondé sur les droits, englobant notamment l'examen au niveau des causes structurelles, des valeurs, des lois, des politiques et des modes d'accès aux ressources qui influent sur la survie, le développement, la protection et la participation de l'enfant. Ce type d'analyse a été récemment réalisé dans les pays suivants : Albanie, Angola, Cambodge, Inde, Kenya, Mauritanie, Niger, Pakistan, Philippines, Somalie et Thaïlande. L'évaluation et l'analyse des causes de l'état des droits des enfants et des femmes, appuyées par l'UNICEF, peuvent considérablement contribuer à faire connaître et comprendre ces questions et aider les équipes de pays des Nations Unies à établir les bilans communs de pays. Elles permettent également de promouvoir les intérêts des enfants et des femmes grâce à la sensibilisation et aux consultations ainsi qu'à la recherche d'un consensus concernant les mesures prioritaires.

32. Comme il a été reconnu dans la stratégie en matière de nutrition de 1990 et comme le montre l'expérience depuis, pour définir des stratégies en vue d'améliorer les interventions à l'intention des enfants et d'atteindre les objectifs de développement, les partenaires doivent examiner les causes des problèmes à différents niveaux et se demander pourquoi certaines situations semblent persister. Le manque de ressources économiques pourrait être l'une des causes, notamment au niveau des ménages et des communautés. Souvent, cependant, les résultats obtenus découlent tout autant de la répartition des ressources dans la société, de l'inégalité d'accès aux services publics, du statut d'inégalité des femmes que de la discrimination à l'égard de certains groupes sociaux ou de leur exploitation. Pour cette raison, on ne peut dissocier la réduction de la pauvreté et l'exercice des droits des enfants

de l'édification de sociétés justes et équitables qui bénéficieraient, selon que de besoin, de réformes des politiques d'intérêt général.

33. L'expérience a également montré que les stratégies opérationnelles visant à assurer des interventions propres à contribuer à l'exercice des droits des enfants ne peuvent se fonder sur les seules approches sectorielles. Cela a été reconnu dans les années 70 et 80, lorsque des efforts ont été accomplis pour assurer la fourniture intégrée des services de base, et continue d'être attesté par la poursuite des efforts accomplis pour assurer une convergence des méthodes visant à améliorer les soins aux jeunes enfants. Pendant les années 90, du fait de la persistance de problèmes tels que la malnutrition et le VIH/sida, cette prise de conscience s'en est trouvée renforcée. Dans le cas de la malnutrition, les soins aux enfants et aux mères n'ont cessé d'être au centre des efforts visant à assurer une croissance vigoureuse ainsi qu'un environnement sain, la sécurité alimentaire familiale et l'accès aux services de base. Dans le cas du VIH/sida, l'inégalité des relations entre les sexes, la vulnérabilité sociale des filles et la méconnaissance des besoins propres aux adolescents figurent parmi les causes profondes de la propagation du virus dans autant de pays, le nombre de jeunes gens de 10 à 24 ans et des filles touchés étant anormalement élevé.

34. Des distinctions plus rigoureuses sont à présent faites en pratique entre l'évaluation (quoi), l'analyse (pourquoi) et l'action (comment) liées au développement de l'enfant et à l'état des droits des enfants et des femmes. Alors que la phase d'évaluation devrait tenir compte des divers domaines de préoccupation recensés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et dans la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'analyse de problèmes particuliers dans ce domaine conduit à des choix stratégiques et à la mise au point d'interventions. Les processus de programmation ont essentiellement visé à renforcer l'analyse des relations entre les sexes dans la société en vue d'orienter les choix stratégiques quant aux mesures prioritaires. Les efforts accomplis en vue de renforcer la capacité de l'UNICEF dans ce domaine sont présentés dans le rapport intérimaire de l'UNICEF sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes (E/ICEF/1999/13).

35. Du fait de l'amélioration de l'évaluation et de l'analyse du cadre d'application des droits de l'homme, il est devenu plus facile de faire la distinction entre la portée nécessairement élargie des préoccupations de l'UNICEF concernant les enfants et les femmes et ses priorités plus concrètes en matière d'appui direct aux programmes dans le contexte national ou local. Pour ces deux volets de l'action de l'UNICEF, diverses stratégies sont possibles, notamment les

campagnes de sensibilisation bien ciblées portant sur les principales questions liées aux droits des enfants et des femmes; l'appui à l'évaluation, à la législation, à l'élaboration des politiques et au suivi de ces droits à l'échelle nationale; et, grâce à d'autres formes de coopération en matière de programmes, l'appui aux initiatives locales, au renforcement des capacités et aux mesures participatives en vue de la fourniture et de la protection des services de base. L'UNICEF participe, en collaboration avec divers partenaires nationaux et internationaux, à des activités de sensibilisation, à des consultations et à des efforts visant à mobiliser des ressources pour les enfants et les femmes, mais il doit continuer à concentrer son appui direct sur les domaines plus concrets où, dans chaque pays, il a un avantage comparatif et des moyens d'aider valablement les enfants et leurs familles.

36. Dans toutes les régions, la démarche fondée sur les droits de l'homme a renforcé la recherche de possibilités de collaboration qui vont au-delà de partenariats bien établis dans des domaines tels que la santé, l'alimentation en eau potable et l'éducation pour englober les organismes qui fournissent des services de sécurité publique, des services judiciaires et juridiques et des prestations sociales, souvent dans un cadre décentralisé. Des alliances avec les banques de développement, les institutions spécialisées, les groupes professionnels et les médias, les syndicats et les fédérations d'employeurs ainsi que les organisations communautaires et celles de la société civile caractérisent également l'élargissement du champ d'activités de l'UNICEF dans le cadre de partenariats fondés sur la solidarité en faveur des enfants. Nombre de ces alliances portent aussi sur des initiatives visant à toucher les groupes les plus marginalisés et les enfants exploités, dont les droits sont souvent les moins respectés.

37. Dans de nombreux pays, l'approche fondée sur les droits a amené l'UNICEF à envisager des options pour appuyer les liens existant entre les systèmes de prestation de services établis et les systèmes parallèles qui bénéficient aux communautés les plus pauvres et qui sont souvent organisés par celles-ci. Les progrès vers des services universels qui offrent des possibilités égales aux groupes les plus marginalisés de la société se sont produits à différents rythmes, en fonction de facteurs tels que l'état des infrastructures publiques et l'ampleur de l'engagement politique. Le recours aux projets sectoriels a rarement permis d'atteindre ce résultat. Dans la plupart des régions, la réorientation du secteur public en vue de satisfaire les besoins en matière de services de base et de protection des populations les plus pauvres demeure un important défi à relever en matière de développement.

38. Ainsi, les diverses stratégies qui transparaissent dans les nouveaux programmes de coopération de l'UNICEF et

dans les recommandations y afférentes à l'intention du Conseil d'administration visent beaucoup plus que par le passé à appuyer diverses réformes de politiques, renforcer les capacités locales pour la fourniture des services de base, mobiliser davantage de ressources, élargir les partenariats et faciliter l'action communautaire, l'accent étant mis en particulier sur la participation soutenue des femmes, des jeunes et des enfants. En privilégiant les partenariats, on peut également déterminer les rôles essentiels et les contributions nécessaires des différents secteurs et protagonistes et situer la coopération de l'UNICEF, d'un point de vue stratégique, dans des cadres de développement plus élargis, notamment le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, qui contribueront à promouvoir les droits des enfants et des femmes.

39. Outre l'élaboration de nouveaux programmes de coopération, les examens à mi-parcours des programmes en cours ont souvent donné aux partenaires l'occasion de se concentrer davantage sur les questions prioritaires touchant les droits des enfants. Les aménagements apportés à la suite des récents examens à mi-parcours comprennent l'élargissement des efforts aux enfants nécessitant une protection spéciale, le réaménagement des programmes visant à appuyer l'élaboration d'approches multisectorielles ainsi que le renforcement des activités visant à susciter un changement de comportement et un appui plus direct aux stratégies visant à toucher les enfants et les familles les plus défavorisées. En outre, lorsque dans le cadre des initiatives pilotes l'élargissement de la portée des services de base a été associé aux approches participatives, les examens à mi-parcours ont permis de fournir ces services à une plus grande échelle.

40. Pour répondre aux difficultés inhérentes à l'approche axée sur les droits de l'homme, l'UNICEF a également élargi la portée de ses activités d'évaluation pour appuyer les programmes de pays et pour favoriser l'acquisition de connaissances. Il faudra affiner les méthodes actuelles et, dans certains cas, en élaborer de nouvelles pour appuyer l'évaluation non seulement de l'impact mais aussi des processus et résultats obtenus dans le cadre de la coopération aux fins de l'exécution des programmes, notamment en matière de participation, de renforcement des capacités, d'évolution des attitudes et comportements et de changement des politiques. On a de plus en plus recours à des méthodes qualitatives pour évaluer les programmes et les approches dans lesquels les enfants, les parents et les communautés sont reconnus comme des partenaires du processus d'apprentissage.

41. La démarche axée sur les droits fait ressortir les avantages de programmes élaborés à partir d'une orientation à long terme, en particulier du consensus en faveur des enfants qui est un élément central des politiques nationales de développe-

ment humain et de promotion des droits de l'homme. Ce cadre, surtout s'il est élaboré grâce à une large participation, peut donner une impulsion aux réformes des politiques et assurer des engagements de ressources plus fiables. Il peut jeter les bases de partenariats et d'alliances durables, notamment entre les organismes publics, les organisations à but non lucratif et les organismes privés, et permettre de déterminer les domaines prioritaires pour la coopération internationale. Les plans d'action en faveur des enfants ont, dans certains pays, encouragé l'élaboration de cadres élargis qui font des enfants l'élément central du développement et qui reconnaissent les obligations de la société et du secteur public en ce qui concerne leurs droits.

42. À cet égard, les rapports des États parties et les conclusions du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont joué un rôle de plus en plus important en influençant les choix opérés en matière de politiques relatives aux enfants et en aidant à définir les questions prioritaires dans le cadre des programmes de coopération avec les pays. Les activités de l'UNICEF au niveau national se ressentent dans les rapports des États parties ainsi que dans le processus d'examen du Comité et, en de nombreuses occasions, l'UNICEF a aidé des organismes nationaux à honorer leurs obligations en matière d'établissement de rapports. La coopération technique entre pays prend également de l'ampleur dans ce domaine, comme en témoigne l'assistance fournie par Child Rights/Asianet pour l'élaboration des rapports de pays partout en Asie du Sud. Les conclusions du Comité sur les rapports des États parties ainsi que les informations supplémentaires fournies par les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont également permis d'opérer des choix en ce qui concerne les programmes de coopération avec les pays. C'est ainsi par exemple que l'UNICEF met davantage l'accent sur l'appui à l'enregistrement des naissances et à l'information de la population sur les droits des enfants, à la suite des observations faites en 1997 sur le rapport du Bangladesh au Comité des droits de l'enfant. L'établissement de rapports nationaux permet également aux organismes des Nations Unies de voir comment ils peuvent au mieux collaborer en vue d'épauler les efforts faits au niveau national pour contrôler le respect des obligations au titre des conventions relatives aux droits de l'homme et leur application.

43. La modicité des ressources disponibles pour appuyer les activités des organismes créés en vertu d'instruments internationaux est une source de graves préoccupations pour le système des Nations Unies. La lenteur actuelle des activités du Comité des droits de l'enfant et les retards accumulés dans l'examen des rapports des États parties pourraient freiner les efforts que déploient les États pour établir les rapports.

D. Élaboration d'indicateurs du respect des droits de l'homme et activités de suivi

44. Il s'est avéré indispensable de disposer d'une série d'indicateurs de processus et de résultats. Ces indicateurs doivent permettre d'apprécier le déroulement des processus et les résultats obtenus par les programmes axés sur la réalisation des droits de l'enfant à différents moments dans différents pays et au sein des pays. Un certain nombre d'indicateurs, en partie inspirés des objectifs du Sommet mondial pour les enfants, sont déjà communément utilisés et ont été testés par le biais de mécanismes tels que les enquêtes en grappes à indicateurs multiples. Mais pour certaines composantes telles que la protection et la participation des enfants, on ne dispose pas encore d'indicateurs très élaborés ou universellement acceptés. Dans certains cas, il faut également établir, à l'échelon local, des normes de référence pour le suivi. Lors d'une réunion parrainée en 1998 par l'UNICEF, des experts internationaux en développement, en statistique et en droits de l'homme ont proposé une première série d'indicateurs ainsi que des critères de sélection dans des domaines où l'on ne disposait d'aucune base pour la définition d'indicateurs. Même s'il ne s'agissait que d'une ébauche, cette initiative a marqué un pas important dans le suivi de l'application progressive des droits des enfants.

45. Dans le cadre des mesures prises pour évaluer les progrès qui auront été accomplis à la fin de la décennie, les questions relatives aux déclarations de naissance, au travail des enfants et aux enfants handicapés ou orphelins ont été inscrites dans les questionnaires des enquêtes en grappes à indicateurs multiples. L'examen de fin de décennie des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants devrait ainsi générer des données sur chacune des six rubriques thématiques définies par le Comité des droits de l'enfant.

46. Le projet sur le Suivi de la réalisation des droits des enfants, lancé par Child Watch International et financé par l'UNICEF et plusieurs autres donateurs de 1994 à 1998, a encouragé le développement des activités de suivi des droits des enfants à l'échelon local dans un certain nombre de pays, dont le Nicaragua, le Sénégal, la Thaïlande, la Turquie, la République-Unie de Tanzanie, le Viet Nam et le Zimbabwe. Un module de formation issu de ces initiatives est utilisé pour élaborer des systèmes de suivi des droits des enfants à l'échelon local dans d'autres pays. La multiplication des initiatives «amis des enfants» permettra, par ailleurs, d'acquérir une certaine expérience dans l'utilisation participative d'indica-

teurs pour ces systèmes. Les listes de contrôle figurant dans le Manuel sur la mise en application de la Convention relative aux droits de l'enfant de l'UNICEF (Implementation Handbook for the Convention on the Rights of the Child) devraient aussi aider les différents partenaires dans les domaines de la programmation et du suivi.

E. Renforcement des capacités et des connaissances institutionnelles

47. À l'avenir, l'UNICEF et les autres partenaires d'un développement fondé sur le respect des droits de l'homme devront, dans une certaine mesure, renouveler leurs approches, leurs capacités, leurs partenariats et leurs méthodes de travail. Le renforcement des capacités du personnel constituera une priorité pour l'UNICEF. À tous les échelons de l'organisation, des compétences seront requises dans au moins trois secteurs fondamentaux pour mener à bien la programmation et la coopération, dans une optique des droits de l'homme :

a) Des compétences qui permettent de conduire le processus de planification, maillon essentiel d'une politique de programmes axée sur le principe du respect des droits de l'homme. L'accent est mis sur : i) la maîtrise des instruments d'évaluation, d'analyse, d'élaboration de stratégies, d'exécution, de suivi, d'examen et d'évaluation; et ii) la capacité d'intégrer aux programmes des mesures destinées à protéger les enfants dans les situations d'instabilité, à promouvoir leur participation, à toucher les personnes encore exclues, à intégrer l'équité entre les sexes dans la programmation et contribuer au renforcement des capacités au sein des organisations partenaires nationales;

b) Des compétences qui permettent de créer et de gérer des partenariats en matière de programmes axés sur la réalisation des droits des enfants et des femmes, notamment en coopération avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales, régionales ou communautaires, ainsi que les organisations de la société civile et du secteur privé, les organismes partenaires du système des Nations Unies, la Banque mondiale, Save the Children Alliance et les donateurs bilatéraux. À cette fin, des compétences spécifiques sont requises pour développer des partenariats en matière de plaidoyer en faveur de la protection des droits des enfants, qui peut concerner des domaines délicats lorsque ces droits sont enfreints; de la mobilisation de ressources en faveur des enfants et des femmes; et de l'appui à l'aménagement des politiques et aux réformes législatives et sectorielles;

c) Des compétences qui permettent d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de convergence des activités

et programmes sectoriels en vue de réaliser les droits des enfants. Ces compétences ont notamment trait à la capacité d'acquisition d'informations essentielles et de connaissance des moyens à mettre en œuvre pour obtenir des résultats probants, faisant appel aux connaissances scientifiques les plus récentes ainsi qu'aux expériences réalisées dans le monde. Les planificateurs de programmes et autres spécialistes devront posséder des compétences techniques spécifiques correspondant aux domaines prioritaires suivants de l'UNICEF pour la décennie à venir : les soins aux jeunes enfants pour assurer leur survie, leur croissance et leur développement; l'éducation de base et les acquis scolaires; la santé des adolescents et leur participation.

48. Dans la mesure où, au titre de la question des droits de l'homme, le personnel de l'UNICEF doit souvent faire face à certaines attitudes ou à certains comportements sociaux, l'organisation entend également orienter son programme de renforcement des capacités vers l'acquisition de compétences en matière de programmation et de communication, en vue de faciliter la planification participative, le changement des comportements et la recherche de solutions à l'échelon communautaire. On mettra l'accent sur l'acquisition de connaissances soit au contact de programmes de l'UNICEF ayant fait leurs preuves dans ces domaines, soit auprès d'organismes extérieurs, y compris les organisations non gouvernementales.

49. Il faudra évaluer et dûment étayer les innovations réalisées et diffuser plus systématiquement les expériences, de manière à : a) permettre à l'UNICEF d'analyser les leçons tirées de l'expérience au fur et à mesure de l'intégration des droits de l'homme au sein des programmes de coopération; b) traduire dans les faits, en coopération avec les partenaires, les enseignements recueillis; c) actualiser et réviser les directives relatives à la programmation ainsi que les méthodologies et le matériel de formation; et d) promouvoir le renforcement des liens entre pays confrontés aux mêmes problèmes et disposant des mêmes possibilités d'action, à la fois au sein des régions et entre différentes régions. Un haut fonctionnaire a été désigné au siège de l'UNICEF pour aider les bureaux régionaux et les bureaux de pays à tirer les enseignements nécessaires et à élaborer des matériels de formation ainsi que pour entretenir la concertation sur les programmes avec les partenaires internationaux du développement. Par ailleurs, l'UNICEF procède à la mise en place d'une base de données électronique sur les progrès accomplis dans le monde en matière de mise en application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette base de données, que l'on pourra consulter sur le site Web de l'UNICEF, donnera des exemples de lois, de structures, de politiques et de processus mis en

place pour améliorer la situation des enfants dans le cadre de la Convention.

50. S'agissant des crises humanitaires, suite aux demandes transmises par les bureaux de pays, l'UNICEF a fourni un appui à la formation dans les domaines du droit international et des normes internationales applicables dans les conflits armés et les situations de crise. La première session de formation s'est déroulée en Afrique de l'Est en février 1999. Le programme de formation vise à la fois à faire mieux connaître les normes des droits de l'homme et du droit humanitaire et à faire du cadre des droits de l'homme un instrument opérationnel de défense des droits des enfants et des femmes dans les situations de crise.

IV. Conclusion

51. Dans le contexte des réformes actuelles, il est encourageant de noter que les équipes de pays des Nations Unies parviennent progressivement à un consensus sur la convergence entre le respect des droits de l'homme et le mandat de développement imparti aux différents organismes du système des Nations Unies. Le bilan commun de pays et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement rapprochent davantage la coopération entre ces organismes de la conception du développement et du rôle de l'Organisation des Nations Unies tels que définis dans la Charte de l'Organisation, en oeuvrant au sein d'un cadre normatif plus explicite. Cela a été le cas, par exemple en Colombie, en Namibie, au Viet Nam et au Zimbabwe. Une politique de la coopération pour le développement fondée sur la réalisation des droits de l'homme et faisant intervenir l'évaluation et l'analyse peut renforcer efficacement les partenariats et la collaboration interinstitutions, pour autant qu'elle s'appuie sur une conception claire de la contribution que le système des Nations Unies et ses différents organismes peuvent apporter aux initiatives des partenaires nationaux en vue d'atteindre les objectifs du développement et de réaliser les droits de l'homme. Dans le cadre de la réforme de l'ONU, l'application des droits de l'homme dans la coopération pour le développement, y compris les droits des femmes et des enfants, acquiert une dimension grandissante à l'échelle du système. Du point de vue de l'UNICEF, les obligations des pays en matière de respect des droits de l'homme, les priorités nationales et les objectifs convenus lors des conférences mondiales fournissent une assise et une base normative pour la collaboration qu'entretiennent l'Organisation des Nations Unies et les États Membres. Dans ce contexte, l'UNICEF est appelé à jouer un rôle de premier plan qui consiste à sensibiliser l'ensemble des

partenaires du développement aux droits des enfants et à proposer un appui consultatif dans ce domaine.

52. Ainsi qu'il ressort du présent rapport, l'UNICEF acquiert une expérience grandissante dans le domaine de la programmation fondée sur le respect des droits de l'homme, alors que certains enjeux plus complexes continuent d'apparaître. Toutefois, l'organisation dispose déjà d'une riche expérience dont elle peut s'inspirer pour continuer à apprendre et effectuer sa programmation dans des domaines tels que les approches intégrées du développement des jeunes enfants, les services de base et l'accès aux services de base par les plus défavorisés. Parallèlement, au sein de l'organisation et en dehors, on a pris davantage conscience que des programmes de coopération fondés sur le respect des droits de l'homme et tenant compte à la fois des facteurs directs et des facteurs structurels revêtaient une importance cruciale pour obtenir des résultats durables en faveur des enfants. En mettant l'accent sur les partenariats et la participation, une optique des droits de l'homme peut encourager les protagonistes locaux à s'investir davantage dans les programmes de développement et démarginaliser les pauvres. Elle peut également responsabiliser davantage les responsables politiques, les fonctionnaires et les animateurs locaux vis-à-vis des parents et des enfants. Elle permet de renforcer le caractère exécutoire des objectifs et des engagements des grandes conférences internationales telles que le Sommet mondial pour les enfants et de définir des actions prioritaires à caractère pratique qui contribuent à la réalisation progressive des droits des enfants. Le suivi et l'établissement de rapports publics relatifs à l'exécution des obligations peuvent mettre davantage en lumière les problèmes des droits de l'homme et rendre les informations plus accessibles aux citoyens comme aux partenaires du développement. Comme indiqué dans le présent rapport, l'UNICEF joue un rôle direct d'appui et de plaidoyer dans chacun des volets de la coopération internationale orientée vers la réalisation des droits des enfants et des femmes.